

1 LE BOOM MINIER FACE AUX MUTATIONS SOCIO- ECONOMIQUES ET SON  
2 IMPACTS SUR LA DEPRAVATION MORALE.

3  
4  
5 **ABSTRACT** :The Democratic Republic of Congo is experiencing what many call a new mining  
6 boom, comparable to past gold rushes, but centered on copper, cobalt, coltan, lithium, and tin  
7 — all vital for the global energy transition. International institutions and neighboring  
8 countries have often facilitated or profited from this extraction, turning the  
9 Congolese economy into one of resource plunder rather than sustainable development.

10  
11 This boom, however, has devastating consequences: violence, theft, sexual assaults, pillaging,  
12 and the abduction of local populations. Communities are treated less as human beings and  
13 more as commodities, echoing the historical slave trade, where African lives were reduced to  
14 market value. In this context, the very notion of human rights seems side lined, as dignity,  
15 security, and development are sacrificed for global demand and profit.

16  
17 **Introduction**

18 Nous vivons tous une situation particulière dans notre Pays, plus singulièrement dans les  
19 provinces où l'exploitation minière est intense. Il s'agit notamment des Provinces du Haut  
20 Katanga, du Lualaba, du Tanganyika, du Nord Kivu, du Maniema et du Sud Kivu, pour ne  
21 citer que celles-là. Peu importe le mode d'exploitation en cours, la situation semble similaire  
22 partout : on extrait le minerai, on le revend sur place, ou, on le charge sur les camions et on  
23 l'exporte vaille que vaille, dans des conditions très alarmantes pour ceux qui connaissent les  
24 normes exigées par les miniers. Notre objectif n'est pas de dénoncer une pratique en cours et  
25 devenue normale pour ceux qui vivent dans ces zones d'exploitation, mais d'attirer l'attention  
26 des populations sur le danger imminent d'une explosion future des catastrophes au niveau  
27 démographique, social, économique et moral pour ne citer que ces quatre variantes.

28 On parle en termes simples, du Boom Minier qui ne souffre d'aucune restriction sur le  
29 plan économique. Il s'agit donc d'une situation où chacun se permet par n'importe quels  
30 moyens d'extraire le plus de minerais possibles à revendre au plus pressé. Tout part de 1995  
31 avec le gouvernement Kengo Wa Dondo qui avait reçu les injonctions de la Banque Mondiale  
32 de s'en remettre aux financiers et économistes rompus capables de fournir des capitaux et des  
33 techniques appropriées pour la relance de l'exploitation minière en RDC, à l'époque Zaïre.

34 Il est vrai que dans ce contexte, on ne tient compte d'aucune réglementation sur  
35 terrain, et seule la loi du plus fort prévaut. C'est ainsi que seuls les hommes armés ou ceux qui  
36 sont soutenus par l'armée ont un mot à dire et font la loi. Les changements observés vont dans  
37 le sens du plus gagnant et du plus offrant au point où les retombées économiques sont

38 extraverties. Socialement, on ne voit pas s'améliorer le vécu quotidien, les infrastructures  
39 indispensables sont moins aménagées, à part les routes essentielles permettant l'évacuation  
40 des produits issus de ce pillage.

41 Dans de telles circonstances, deux types d'économie s'affrontent : celle dépendant  
42 directement de la population soumise au creusage et au ramassage, sans aucune facilitation ni  
43 accompagnement du politique, et souvent en proie à une répression armée. Ce type  
44 d'exploitation dit artisanal ne procure certes pas les richesses annoncées par le législateur qui  
45 avait cru créer un mode dont profiterait directement la population locale ou émigrante. Les  
46 conséquences sociales de ce mode conduit ipso-facto à une dégradation des conditions de vie  
47 qui entraîne le plus souvent une dépravation des mœurs et une déchéance morale sans  
48 précédent.

49 Par ailleurs le type dit d'exploitation industrielle est intensif et s'appuie sur la législation en  
50 vigueur dans le Pays, toutefois, sans respect de toutes les clauses du contrat ayant permis une  
51 telle entreprise. Ici, tout se passe au niveau des animateurs politiques du Pays qui s'emploient  
52 à déterminer les règles particulières des personnalités ayant pesé dans la négociation des  
53 contrats et celles leur ayant facilité l'implantation de l'entreprise localement. Généralement,  
54 les gestionnaires se conduisent en conquistadors et n'ont aucun compte à rendre aux autorités  
55 locales. Tout leur est permis dans la mesure où leur sécurité est assurée par les éléments de  
56 l'armée nationale lourdement armés et prêts à réprimer toute tentative d'obstruction à leur  
57 vouloir. Toute présence étrangère dans leurs concessions expose à une répression exemplaire  
58 si pas à une fusillade.

59 A ce niveau, l'immoralité frise la haute corruption et le non-respect de la personne  
60 humaine surprise en train de contrecarrer les acteurs engagés dans une telle activité. En  
61 conséquence, au lieu de construire le pays en aménageant le territoire et en lui dotant des  
62 infrastructures adéquates, on verse dans des enrichissements sans cause. La gestion du pays  
63 est soumise à un régime garantissant ses acteurs à se préparer à une vie d'exil après le mandat.  
64 Devant une telle situation, quelles sont les attentes de la population qui espère un jour son  
65 environnement immédiat subir des changements en termes d'infrastructures, du vécu  
66 quotidien, d'intensification des moyens de transformation des produits locaux dans le  
67 domaine agro-alimentaire, le passage de l'agriculture artisanale à l'agriculture mécanisée,  
68 seule susceptible de garantir une autonomie alimentaire réelle et capable d'éradiquer la  
69 famine et de produire une véritable accumulation des richesses en réduisant ainsi la pauvreté  
70 dans le chef de la population ?

71 **1. BREF SURVOL HISTORIQUE**

72 Au lendemain du déclin du pouvoir de Mobutu, la situation socio-économique du Zaïre  
73 devenait intenable. Toute tentative de sortie de ce bourbier se vouait à l'échec. Il fallait à tout  
74 prix trouver un mécanisme régulier pour une noble sortie. En 1995, s'offrit une occasion de  
75 mettre un terme à cette spirale qui avait comme signe remarquable le déclin de l'économie  
76 nationale. C'est ainsi que le gouvernement du premier ministre Kengo Wa Dondo avait  
77 prudemment commencé un programme de privatisation de différents secteurs du tissu  
78 économique parmi lesquels figurait le secteur minier, qui avait toujours été le pilier de  
79 l'économie nationale.

80 En effet, depuis la colonisation, l'exploitation minière avait toujours été le monopole  
81 de l'état. Le partenariat public-privé n'avait jamais été autorisé. C'est ainsi que pour se tirer  
82 de la crise qui n'était que la résultante de l'embargo imposé au régime de Mobutu pour la  
83 mauvaise gestion économique et la dictature à outrance, fallait-il recourir à une institution  
84 bancaire qui accepterait de financer l'extraction intensive des minerais bloqués dans le sous-  
85 sol.

86 Ainsi que l'indique ce passage, "L'idée qui présidait à cet effort était de relancer le  
87 secteur minier formel qui, par suite de facteurs exogènes (la récession économique, les  
88 fluctuations des prix sur le marché des produits de base, etc.) et la mauvaise gouvernance,  
89 était presque parvenu à un point mort"<sup>1</sup>. Aussi, tant de voies furent ouvertes pour tenter de  
90 répondre aux attentes des populations qui s'imaginaient que la situation de guerre allait peut-  
91 être empirer la détérioration des structures sociales et économiques.

92 Des joint-ventures furent envisagés avec comme espérance la sortie du pays de la  
93 crise, malgré l'embargo dont il était victime. Pour illustrer cela, nous pouvons citer le cas non  
94 classique et rarement répertorié par bien d'analystes du domaine parmi les accords passés par  
95 le gouvernement Kengo. Il s'agit de " L'exploitation de la mine de cuivre et de cobalt de  
96 Kasomba... dirigée par le Belge George Forrest et son groupe (qui détient actuellement le  
97 plus important portefeuille minier en RDC). Ce groupe est entré dans les activités minières  
98 par un accord avec la Gécamines et l'Union Minière belge"<sup>2</sup>.

99 En second lieu, "les droits d'exploration et d'exploitation relatifs à une concession de  
100 13 000 kilomètres carrés sur la superficie de la parastatale Sodimico ont été attribués à Anvil  
101 Mining, une compagnie minière « junior » australienne"<sup>3</sup>. Ce qui ne put qu'empirer la

---

<sup>1</sup>Erik Kennes, Le secteur minier au Congo : Déconnexion et descente aux enfers, in : Reyntiens F., Marysse S., L'Afrique des grands lacs, le Harmattan, 2000, p. 311.

<sup>2</sup><http://www.inshuti.org/miniere.htm>

<sup>3</sup>République Démocratique du Congo. Assemblée Nationale. P 5.

102 descente aux enfers des sociétés minières étatiques connues depuis la nationalisation des  
103 entreprises issues de la colonisation.

104 Tous ces accords de joint-venture étaient pourtant conclus dans le but de remonter  
105 l'économie congolaise et résoudre un tant soit peu les problèmes cruciaux des misères  
106 généralisés dans lesquels étaient plongés les populations et plus spécifiquement les anciens  
107 travailleurs des entreprises qui n'arrivaient plus à faire face au paiement des salaires de leurs  
108 agents.

109 Cette situation n'était pas une particularité de la seule province du grand Katanga.  
110 Ailleurs, à l'est de la RDC, «Les droits sur les actifs de la parastatale Sominki, dans les Kivus,  
111 ont été attribués à BanroRessources Corporation"<sup>4</sup>. En plus, "la parastatale Okimo a cédé des  
112 concessions sur une superficie de 2 000 kilomètres carrés à la société belgo-canadienne  
113 Mindev et une superficie de 82 000 kilomètres carrés à la société canadienne Barrick Gold  
114 Corporation"<sup>5</sup>.

115 Il faut remarquer que quand la RDC a été frappée par la guerre en 1996, les différents  
116 protagonistes de cette guerre vinrent avec l'idée de la revisitations de tous ces accords dans  
117 le dessein de faire aboutir les objectifs annoncés par le gouvernementKengo.Hélas, rien de tel  
118 ne put se faire selon ce schéma. Un bouleversement inattendu se produisit, contrecarrant ces  
119 montages qui ne tenaient pas compte de ces nouveaux tournants. Une description détaillée  
120 émergeant des rapports de l'ONU sur l'exploitation illégale des ressources naturelles de la  
121 RDC fit changer la donne.

122 C'est ainsi que l'on put faire ressortir des paramètres dont l'objectif demandait une  
123 actualisation des regards et une redéfinitions des procédures visant à attribuer des contrats  
124 miniers ou l'accès à des sites miniers et à des voies commerciales d'acheminement des  
125 ressources se fondant sur les visées des belligérants et des hommes d'affaires et politiques qui  
126 étaient liés à ce que l'on nomme des réseaux de l'élite et pour lesquels les populations locales  
127 ne représentaient rien de plus importants que leurs intérêts égoïstes. Il fallait donc tourner la  
128 page .

129

## 130 **2. De l'explosion démographique à la détérioration des structures sociales**

131 Dans nos villes nanties ou naissantes, on s'aperçoit vite de l'augmentation explosive de la  
132 population. Chaque matin, on remarque un afflux injustifiable des gens vers les centres villes.

---

<sup>4</sup>*Ibidem.*

<sup>5</sup>*Ibidem.*

133 Que vont-ils faire, au juste, parce que, dit-on, il n'existe plus d'emploi à donner aux jeunes et  
134 durant la journée, on a difficile à marcher, voire même à rouler. Le soir, il s'observe un  
135 mouvement inverse : les arrêts des bus sont encombrés, les personnes qui rentrent à pied sont  
136 innombrables, et le lendemain et le surlendemain, les mouvements sont les mêmes.

137 Cependant, l'interpellation est encore plus alarmante lorsqu'on se propose de visiter  
138 quelques carrières où se pratique l'exploitation artisanale des minerais. Les populations des  
139 hommes, femmes, jeunes et enfants que l'on croise sont d'une diversité impressionnante. En  
140 termes d'habitat, on ne perçoit que les tentes de fortune et les types d'activités qui y sont  
141 exercés sont inimaginables : des hôtels, des boutiques, des kiosques, des bars, bref, tout ce qui  
142 existe comme activités en villes est aussi exercé dans les carrières.

143 Quelle vie y mène-t-on pour espérer un jour voir éclore un développement durable ? Tout  
144 est surprenant et l'environnement est totalement garni des activités sans lendemain attrayant.  
145 On se bouscule, on se dispute avec obstination dès lors que le gain des uns et des autres ne  
146 semble en aucun cas offrir une attente de survie salvatrice.

147 Par ailleurs, sur les routes internationales, ce qu'on dénombre comme engins entrant est  
148 impressionnant : des machines, des pelles, des bennes, des chargeuses, de la ferraille d'une  
149 très grande diversité. En tout état de cause, contre toute attente, tout est fait pour raser collines  
150 et montagnes pour ne laisser que des trous ou des remblais des stériles.

151 Au demeurant, ce Boom inattendu a plus été facilité par l'entrée en jeu de la Banque  
152 Mondiale depuis 2001 en se portant garante dans la supervision de la politique minière du  
153 gouvernement congolais.

154 Au demeurant, cette politique ne pouvait en aucun cas être d'application tant que  
155 M'Zee Laurent Désiré Kabila était en vie. Il fallait donc l'assassiner pour accéder aux  
156 richesses minérales de la RDC dans la mesure où selon ce soldat du peuple, la richesse du  
157 Congo devrait profiter aux congolais. Qu'on se souvienne que sous le règne du soldat du  
158 peuple, le FMI avait versé un milliard de dollars USD dont la RDC avait refusé l'usage  
159 pendant toute une année et cela avait montré à la face du monde qu'il y avait moyen de  
160 fonctionner sans ces prêteurs occidentaux.

161 Ainsi, après la suppression de la vie de M'zee, "la stratégie générale de la Banque  
162 Mondiale en RDC a été de stimuler la croissance économique par l'activité du secteur privé,  
163 essentiellement en essayant d'attirer des investisseurs étrangers"<sup>6</sup>. C'était donc un mécanisme

---

<sup>6</sup> *Reconstruction efforts and governance of natural resources in the DRC*. Friends of the Earth, in : *DRC's natural treasures : Source of conflict or key to development ?*, recueil de textes de conférence, Bruxelles, 24 novembre 2005.

164 étudié et monté par la Banque Mondiale pour faire voir à la face du monde que la communauté  
165 internationale volait au secours de la RDC en mettant en branle ses opérations de prêts dont  
166 l'essentiel est présenté dans des documents appelés « Transitional Support Strategy » (TSS),  
167 dont le premier fut élaboré en 2001.

168 Il faudra attendre trois ans après pour qu'un second document soit élaboré et qui sera  
169 considéré comme la « feuille de route » du soutien de la Banque à la RDC de 2004 jusqu'en  
170 2006. Il s'agit précisément dans ce second document TSS, d'un répertoire des "réformes  
171 structurelles clés que la Banque Mondiale a surveillées depuis 2001"<sup>7</sup>. Mais il faut noter que  
172 les différentes réformes annoncées n'avaient jamais abouti ou n'avaient été lancées que  
173 partiellement. Parmi celles qui avaient été entreprises on peut citer : "le lancement ou la  
174 restructuration de sociétés clés comme la Gécamines, la promulgation d'un nouveau Code  
175 Minier en juillet 2002 et la préparation d'un nouveau Cadastre Minier."<sup>8</sup>

176 Malgré ces différentes mesures prises par la BM, la RDC n'est jamais sortie de ses  
177 misères, par contre elle s'est davantage enlisée dans des guerres interminables avec ses  
178 voisins rwandais et ougandais qui se sont illustrés dans la spoliation des richesses de la RDC  
179 et des assassinats gratuits des populations civiles.

### 180 3. Quelles en ont été les conséquences ?

181 Par suite de la ruée vers le bien être garantie par l'exploitation artisanale des  
182 minerais, le niveau le plus exposé a été celui de l'habitat. Les populations se sont accrues  
183 considérablement et n'avaient jamais pensé aux conditions d'hébergement. Le logement étant  
184 devenu difficile, tout ce qui peut servir d'abris est occupé par les gens, peu importe les  
185 conditions.

186 L'éducation diffuse ayant pris le dessus sur la scolarisation des enfants et des jeunes,  
187 tout est permis : l'injure facile, le non-respect des personnes, l'immoralité généralisée, la  
188 concussion, etc. La précarité des conditions de vie a été précipitée par l'envoie au chômage  
189 des travailleurs de certaines sociétés parastatales dont l'illustration la plus décrite est celle de  
190 la GCM. Au juste, le retour de la BM en RDC après plus de 10 années d'absence a été son  
191 accomplissement du « programme de départs volontaires » avec une prévision de l'ordre de  
192 43 millions USD consentie comme une enveloppe devant couvrir le paiement des agents  
193 démobilisés dans le cadre de sa stratégie de réforme de la Gécamines. Ce paiement n'incluait  
194 pas les mois de salaire impayés suite au manque des moyens financiers susceptibles de  
195 compenser ces fonds en principe détournés ou occasionnés par la mauvaise répartition des

---

<sup>7</sup>*Transitional support strategy paper*, Banque Mondiale, rapport n° 27751, janvier 2004, p. 7

<sup>8</sup>*Ibidem*.

196 avoirs en liquidité au niveau de la trésorerie."Ce programme a fait partir de la Gécamines 10  
 197 500 travailleurs en 2003"<sup>9</sup>. Ceux-ci, en échange, avaient touché des paiements pour  
 198 suppression d'emploi allant de 1 900 à 30 000 USD malgré le nombre d'années de service au  
 199 sein de la Gécamines. A voir le niveau de misère dans lequel avaient été maintenus les  
 200 travailleurs, ces sommes paraissaient convenables pour avoir été privés de leurs salaires  
 201 pendant de longues périodes.

202 "Mais en réalité, les contrats et les conventions sociales existants donnaient droit aux  
 203 employés à un montant total de 125 millions USD au lieu de 43 millions USD"<sup>10</sup>. Sans  
 204 dissimulation des faits, la plupart des travailleurs n'avaient pas touché de salaires pendant de  
 205 nombreuses années et ne pouvaient trouver mieux que l'acceptation de ces sous dans lesquels  
 206 ils voyaient une sorte d'affranchissement d'autant plus que moult d'entre eux étaient endettés  
 207 terriblement.

#### 208 **4. Quelles dispositions prendre pour espérer se tirer de cette situation ?**

209 Face à des réalités de ce type, des mesures providentielles sont à envisager, et il s'agit  
 210 notamment :

- 211 ➤ De l'application des textes autorisant et réglementant l'exploitation  
 212 artisanale ;
- 213 ➤ D'interdire l'accès en carrières des femmes et des enfants en âge scolaire et  
 214 mineurs ;
- 215 ➤ De la construction des écoles et des marchés plus adéquats susceptibles de  
 216 bloquer l'invasion en carrières des marchandes et des enfants.
- 217 ➤ Du respect et de l'application de la loi minière réglementant l'exploitation  
 218 minière industrielle ;
- 219 ➤ De rendre obligatoire aux miniers la pratique de l'agriculture mécanisée ainsi  
 220 que l'encadrement des paysans à regrouper dans des coopératives agricoles  
 221 bien suivies ;
- 222 ➤ D'interdire l'exportation des minerais bruts afin d'occasionner la  
 223 construction des industries d'extraction et de transformation ;
- 224 ➤ D'obliger les miniers à coopérer davantage avec les institutions de  
 225 l'enseignement supérieur pour des recherches, en vue de produire des

<sup>9</sup>*Rush and ruin.*; [http://www.wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDS/IB/2005/12/28/000090341\\_20051228104558/Rendered/INDEX/34558.txt](http://www.wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDS/IB/2005/12/28/000090341_20051228104558/Rendered/INDEX/34558.txt)

<sup>10</sup>*République Démocratique du Congo. Gécamines. Programme de restructuration. Volet social. Rapport intermédiaire. Doc. inédit., Lubumbashi 08/10/2002, p. 5.*

226 mémoires et thèses dont l'objectif serait non seulement celui d'aider les  
 227 étudiants à être plus pratiques et compétitifs, mais bien plus à permettre aux  
 228 industries d'améliorer leurs rendements grâce aux résultats des recherches  
 229 qu'elles demanderaient aux étudiants de mener et sur terrain et par rapport  
 230 aux analyses théoriques utilisables par les industriels ;

231 ➤ D'améliorer la coopération société civile et industriels dans le but de  
 232 performer l'encadrement des couches sociales, la création des infrastructures  
 233 répondant aux besoins réels des populations, la limitation et la réorientation  
 234 adéquates des rejets et déchets polluants qui mettent mal à l'aise les  
 235 populations environnantes, ainsi que l'application d'une politique  
 236 d'encadrement social visant la mise sur pied des logements décents.

237

## 238 CONCLUSION

239 A l'issue de l'analyse que nous venons d'effectuer sur l'exploitation minière en RDC  
 240 ainsi que les conséquences qui s'en ont suivies dès lors qu'il est apparu que de même que l'on  
 241 avait vécu dans certaines contrées du monde ce que l'on a appelé la ruée vers l'or, le cas  
 242 présent a été assimilé à la ruée vers le cuivre et le cobalt ou en termes simples, le Boom  
 243 minier. Sans que cela fût hautement déclaré, les spécialistes de la mondialisation avaient  
 244 déjà préparé la technologie et tous les atouts susceptibles de relancer avec la complicité de la  
 245 Banque Mondiale l'économie axée sur le pillage des minerais de la RDC. Nos voisins acquis à  
 246 cette cause n'avaient pas croisé les bras dans la mesure où ce vol de minerais constituait pour  
 247 eux une occasion de se proclamer premier producteur de ces métaux ainsi que d'autres tels le  
 248 lithium, le coltan et l'étain qui entrent en compte dans le passage à l'ère énergétique nouvelle.

249 Alors que ces auteurs se la coulent douce dans leurs tours d'ivoire en Europe et aux  
 250 Etats-Unis d'Amérique, les populations de l'est de la RDC meurent et passent des jours et  
 251 nuits entières à courir çà et là à la recherche d'un abri ou d'un logement de fortune. Tous les  
 252 acheteurs de ces minerais de sang ne leur viennent plus au secours ne serait-ce que pour des  
 253 raisons humanitaires. Selon eux, les criminels sont ceux qui opèrent sur terrains et non eux qui  
 254 ne font qu'acheter ces matières indispensables au fonctionnement de leurs activités.

255 Les conséquences découlant de ces types d'activités mêlant vols, viols, pillages et  
 256 séquestrations des populations n'intriguent personne et tant que l'on n'est pas concerné, on  
 257 croise les bras. Un moment donné, on peut se poser la question de savoir si cette pratique  
 258 n'est pas similaire à la traite des noirs longtemps vécue par des populations noires jadis  
 259 assimilées à des marchandises dont la valeur n'avait rien de différente de ce que l'on

260 accumule pour les minerais et les bêtes. En s'y penchant de plus près, on se pose la question  
261 de savoir si ce que l'on a pris l'habitude de nommer droit de l'homme a encore droit au  
262 chapitre.

263 A vrai dire, les populations locales, paupérisées et dépouillées sont réduites au  
264 ramassage et creusage des minerais pour leur survie. Il est même strictement interdit de leur  
265 venir en appui technique pour la découverte. L'achat des produits se fait sur base de la  
266 tricherie au niveau des balances (l'altération de la tension des ressorts ou la déclaration de  
267 fausses teneurs afin de rabattre le prix). Ainsi donc la paupérisation des populations se fait  
268 avec la bénédiction des autorités dirigeantes commises aux tâches de contrôle. Les personnes  
269 surprises sur les concessions des multinationales sont réprimées avec la plus grande énergie.  
270 En cas de révoltes ou de résistance, l'armée de répression est nuitamment déployée pour un  
271 carnage sans témoin oculaire.

272 Par ailleurs, lorsque la zone d'exploitation est trop visible, on s'emploie à agréer beaucoup  
273 d'églises du réveil dans le but d'amadouer les populations et les fragiliser afin d'être moins  
274 vindicatives. Dans cette complaisance où la complicité des responsables des confessions  
275 religieuses est latente, on laisse largement faire d'autant plus que l'aumône et la dime leur  
276 procurent la prospérité et l'enrichissement facile leur permettant de pérenniser l'entreprise à  
277 coup sûr spirituelle.

278 Tous ces facteurs pris globalement ne constituent-ils pas une forme proche de la traite tant  
279 qu'elle concerne encore les populations noires ? La traite négrière n'est donc pas à rechercher  
280 dans l'histoire. Nos populations la vivent actuellement, savamment orchestrée par une fausse  
281 pratique démocratique fondée sur la légitimation des moyens politiques librement consentis  
282 pour asseoir le régime politique pendant 5, 10, 20 voire 30 ans de règne.

283 Le désastre causé par cette situation ne s'évalue pas de manière claire parce que l'on pense  
284 que l'on vit, selon toute vraisemblance, une accalmie qui n'est qu'apparente. Cette  
285 concentration des vastes populations dans les mines finira par provoquer une insécurité qu'il  
286 sera difficile à maîtriser en milieu urbain. Cette situation est si inéluctable en zone minières  
287 que partout ailleurs. Croyez-nous, en milieu de si forte concentration démographique,  
288 l'activité principale est dominée par la fornication et un désordre dans l'exercice des relations  
289 sexuelles. En conséquence, la démographie galopante et sans encadrement scolaire de la  
290 jeunesse dont le rêve le plus obsédant est de visiter ou de débarquer au centre urbain le plus  
291 rapproché de la carrière ne peut que présager une éventuelle catastrophe imprévisible.

292 Si une telle catégorie croissante ne trouve aucune occasion d'insertion sociale convenable,  
 293 elle se fait facilement approcher par les spécialistes de la criminalité ou les faux prometteurs  
 294 d'un bonheur chimérique futur. Une chance peut-être où l'on voit naître de nouvelles  
 295 professions inattendues et imprévues au niveau du pouvoir politique : une association des  
 296 motards, des chauffeurs, des commissionnaires, des anciens de ... Le rôle de l'état devient  
 297 alors celui de l'encadrement de ces différentes corporations qu'il ne prend même pas soin de  
 298 protéger parce qu'impuissant et incapable de proposer ou donner une solution de rechange.  
 299 Les criminels envoyés en prisons sont réutilisés pour spolier la population, voler, violer en  
 300 toute impunité parce qu'étant déjà détenus dans une prison...  
 301 Cette traite touche ainsi, non seulement les populations vulnérables, mais aussi les personnes  
 302 nanties, mais incapables d'obtenir la protection d'un Etat démissionnaire et insuffisamment  
 303 préparé pour faire face à cette nouvelle apparence de la traite négrière savamment ou  
 304 incidemment orchestrée à la faveur des manipulations politiques ourdies dans le sens de  
 305 protéger l'organisation économique qui a pris comme nom la "mondialisation".

### 308 BIBLIOGRAPHIE

- 309 1. KENNES Erik, *Le secteur minier au Congo : Déconnexion et descente aux enfers*, in :  
 310 Reyntjens F., Marysse S., *L'Afrique des grands lacs*, le Harmattan, 2000, p. 311.  
 311 2. MURHEGA Jean, *Le développement du sous-développement en Afrique*, in CONGO  
 312 AFRIQUE numéro 565, Mai 2022, pp 607-611  
 313 3. AMBASSADE DE FRANCE EN RD Congo, *L'exploitation minière en RDC*, Service Economique,  
 314 2019.  
 315 4. NGOY MUSHILARaphael, Ingénieur et Mandataire en Mines, *LA GECAMINES YUMA, un*  
 316 *nain minier et une sangsue nationale*, Septembre 2019.  
 317 5. FRIENDS OF THE EARTH, *Reconstruction efforts and governance of natural resources in*  
 318 *the DRC.*, in: DRC's natural treasures : Source of conflict or key to development ?, recueil de  
 319 textes de conférence, Bruxelles, 24 novembre 2005.  
 320 6. ASSEMBLEE NATIONALE (de la République Démocratique du Congo). *Rapport de la*  
 321 *Commission Economique*, 2005.  
 322 7. REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO. *Gécamines. Programme de*  
 323 *restructuration. Volet social. Rapport intermédiaire*. Doc. Inédit., Lubumbashi 08/10/2002.  
 324 8. BANQUE MONDIALE, *Transitional support strategy paper*, rapport n° 27751, janvier  
 325 2004.  
 326 9. <http://www.inshuti.org/miniere.htm>  
 327 10. *Rush and ruin.*; [http://www.wds.](http://www.wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/2005/12/28/000090341_20051228104558/Rendered/INDEX/34558.txt)  
 328 [worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/2005/](http://www.wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/2005/12/28/000090341_20051228104558/Rendered/INDEX/34558.txt)  
 329 [12/28/000090341\\_20051228104558/Rendered/INDEX/34558.txt](http://www.wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/2005/12/28/000090341_20051228104558/Rendered/INDEX/34558.txt)

330 11. KAYAMBA BADIYEMédard,*Eloge de l'Histoire*,Editons culturelles, Likasi, DRC,  
331 2015.

332

333 REFERENCES

334 Les colonisateurs ont offert « un véritable vivier aux stratagèmes » des étrangers qui s'en  
335 serviraient des années plus tard, pour prendre le contrôle des rouages économiques et  
336 politiques, voire sécuritaires du continent africain.

UNDER PEER REVIEW IN IJAR